

Des journalistes formés aux enjeux sanitaires de l'eau de boisson consommation au Bénin

À Cotonou, le vendredi 13 juin 2025, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN Bénin) a tenu la quatrième édition de ses rencontres périodiques, consacrée cette fois aux problèmes sanitaires liés à l'eau de consommation. Le thème retenu : « Eau de boisson au Bénin : défis et perspectives pour la santé des populations », a réuni plusieurs journalistes autour d'une problématique majeure de santé publique.



Au cœur des échanges, l'intervention du Dr Firmin Adandédji, chercheur à l'Institut National de l'Eau (INE), a apporté un éclairage scientifique sur la situation actuelle. Il a présenté des résultats de recherches qui confirment une qualité de l'eau préoccupante pour une large partie des Béninois. En 2022, seuls 67,4 % de la population bénéficiaient d'un service de base en eau potable – un chiffre inférieur à

la moyenne régionale – et moins de 20 % disposaient d'installations sanitaires sécurisées.

Les causes de la pollution de l'eau sont multiples et bien identifiées. Elles incluent les rejets domestiques non traités, une gestion inefficace des déchets, la défécation à l'air libre et l'insalubrité des alentours des points d'eau. S'y ajoutent les forages privés non autorisés, qui fournissent souvent une eau distribuée sans contrôle sanitaire.

Des analyses menées à Abomey-Calavi ont révélé que plus de 30 % des puits y sont contaminés. Dans des quartiers tels qu'Agori, Cité-la-Victoire ou Juhadié, la présence de coliformes fécaux dans l'eau de consommation a été constatée. Cette situation est en grande partie due au non-respect des distances réglementaires entre latrines et points d'eau.

À Djougou, les données sanitaires mettent en évidence l'exposition élevée des enfants de 1 à 14 ans à des maladies hydriques. Diarrhées, dermatoses et fièvre typhoïde y sont couramment observées, confirmant l'impact direct de la mauvaise qualité de l'eau sur la santé des populations les plus vulnérables.

Par cette initiative, le REMAPSEN Bénin entend renforcer les capacités des journalistes afin qu'ils puissent mieux relayer ces enjeux auprès du grand public et contribuer à une meilleure sensibilisation autour des problématiques de l'eau et de la santé.

Megan Valère SOSSOU

Forum des Médias à Dakar : Le cri d'alarme de Dr Dieynaba Ndao contre les violences faites aux femmes et aux filles en Afrique

Le Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique, actuellement en cours à Dakar, Sénégal, offre une plateforme de partage de connaissances et d'expériences pour plusieurs acteurs et experts engagés dans cette lutte.



Dr Dieynaba Ndao, Chargée de projets Genre et Santé Sexuelle et Reproductive au Bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre d'ONU Femmes, a dressé un tableau préoccupant de la situation des femmes et des filles dans ces régions. Les données présentées lors de son intervention mettent en lumière une réalité alarmante.

« Quarante femmes sur cent en Afrique de l'Ouest ont subi une forme de violence, contre soixante-neuf sur cent en Afrique centrale », a-t-elle révélé. Une part de cette violence se manifeste désormais sur les réseaux sociaux, où quarante-cinq utilisatrices de Facebook et Twitter sur cent ont rapporté avoir été victimes de violences basées sur le genre.

Les filles ne sont pas épargnées a-t-elle déclaré, « trente-neuf d'entre elles sur cent sont mariées avant l'âge de dix-huit ans ». Par ailleurs, la prévalence des mutilations génitales féminines (MGF) atteint des niveaux alarmants, touchant vingt-huit femmes sur cent, avec des pics allant jusqu'à quatre-vingt-quinze sur cent dans certains pays.

Selon Dr Ndao, les violences à l'égard des femmes et des filles revêtent de multiples formes, notamment la violence exercée par un partenaire intime (physique, sexuelle ou émotionnelle), la violence économique, les mariages forcés et précoces, les mutilations génitales féminines, la traite des êtres humains, les crimes d'honneur, ainsi que les violences facilitées par les technologies numériques.

Ces violences, qui affectent des millions de femmes et de filles chaque année, trouvent leurs racines dans des structures patriarcales, des normes sociales discriminatoires et un accès limité à la justice.

Organisé par le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes et des Fonds français MUSKOKA, ce forum s'achèvera ce vendredi 6 décembre 2024. Il se positionne comme un appel à une mobilisation renforcée pour un avenir où les femmes et les filles pourront vivre libres de toute forme de violence.

Élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique : un engagement collectif des médias en Afrique

Du 4 au 6 décembre 2024, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes et des Fonds

français MUSKOKA, organise le Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique : Respect des droits humains et autonomisation ».



Cette rencontre de haut niveau réunit une diversité d'acteurs à savoir des acteurs des médias africains, acteurs de la société civile et des experts engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

Une mobilisation médiatique pour les droits des femmes

Selon le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, « *ce forum constitue un point de départ d'un engagement collectif des médias en Afrique* » avec à la clé « *le renforcement des productions médiatiques de sensibilisation et de plaidoyer en vue de toucher toutes les cibles notamment les plus reculées pour un monde sans violences envers les femmes.* »

A la question, « *Que peuvent réellement apportés les médias à cette lutte* » contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, a répondu que « *les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion et les décideurs pour orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur de la femme.* »

« *Les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion publique ainsi que les décideurs, afin d'orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur des femmes* », a-t-il souligné.



Dans une région encore confrontée à des crises politico-militaires, Bamba Youssouf a insisté sur le rôle crucial des médias : « *Ils deviennent un outil puissant pour assurer la continuité des services de prévention et promouvoir la prise en charge des violences dans divers domaines de la vie*

sociale. »

Un forum sous le signe des 16 jours d'activisme

Organisé en plein cœur des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, ce forum s'inscrit dans une dynamique internationale. Bamba Youssouf a tenu à remercier ONU Femmes et les Fonds français MUSKOKA pour leur soutien essentiel dans l'organisation de cette rencontre, avant de saluer la présence du représentant du ministre de la Famille, une preuve, selon lui, de l'engagement du gouvernement sénégalais pour la cause féminine.

Arlette Mvondo, Représentante Résidente d'ONU Femmes au Sénégal, a lancé un appel vibrant en faveur d'un engagement médiatique accru pour protéger les droits des femmes et des filles. Représentant le Directeur régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, elle a insisté sur le rôle des journalistes et des communicants : « chaque reportage, chaque article, chaque image peut contribuer à bâtir un monde où les femmes et les filles ne sont plus réduites au silence par la peur et la violence, mais où leurs droits et leurs dignités sont protégés et respectés. »



Présent à cette rencontre, Oumar Samb, conseiller technique et représentant de la ministre de la Famille et des Solidarités, Mme Maïmouna Dieye, a souligné la nécessité de renforcer la mobilisation collective. « Les violences basées sur le genre, qu'elles soient physiques, psychologiques ou économiques, représentent une violation grave des droits humains.»

C'est pourquoi, en lançant officiellement, il invite les médias à être des alliés actifs de ce combat, car l'accès à l'éducation, à un emploi décent, à la santé, à la justice, au financement, entre autres, demeure des droits universels pour tout être humain.

Pour rappel, ce rendez-vous s'inscrit dans la continuité des

précédents forums organisés par le REMAPSEN. En 2022, à Dakar, l'accent avait été mis sur l'impact de la COVID-19 sur les programmes de prévention et de prise en charge du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre. En 2023, à Lomé, la santé infantile et la nutrition étaient au cœur des discussions.

Avec cette nouvelle édition, le REMAPSEN ambitionne de renforcer la mobilisation médiatique contre les violences basées sur le genre, pour un continent africain où les droits des femmes sont pleinement respectés et leur autonomie assurée.

Megan Valère SOSSOU

Retour sur le Forum Régional des Médias sur la Santé Infantile, la Vaccination et la Nutrition à Cotonou

Le vendredi 22 décembre 2023, la salle de conférence de l'UNICEF Bénin a servi de cadre à l'atelier de restitution de Cotonou sur le premier Forum Régional des Médias sur la Santé Infantile, la Vaccination et la Nutrition. Un rendez-vous important qui a rassemblé une vingtaine de journalistes, membres du REMAPSEN, toutes catégories de presse confondues.



Dans son discours d'ouverture, Mickael TCHOKPODO, le coordonnateur national du REMAPSEN au Bénin, a souligné le rôle essentiel de l'UNICEF dans la concrétisation de cet événement. « Si l'initiative du forum a prospéré, c'est grâce

au soutien indéfectible du bureau régional de l'UNICEF, qui a vu dans l'idée de ce forum la preuve de l'engagement des journalistes pour une cause noble : les enfants, l'avenir de toute nation », a-t-il déclaré. Il a également exprimé sa conviction que cet atelier marquera le début d'une collaboration durable entre l'UNICEF Bénin et le REMAPSEN Bénin.

Aude Rigot, Cheffe du Bureau UNICEF Bénin, a ouvert officiellement l'atelier en félicitant la coordination du REMAPSEN Bénin pour le respect de son engagement. Elle a salué l'organisation de l'atelier de restitution du premier forum des médias sur la santé infantile, la vaccination et la nutrition, qui s'est tenu du 21 au 23 novembre 2023 à Lomé, au Togo. C'est une chance pour le REMAPSEN de tenir cet atelier à quelques jours du prochain cycle de programme de Coopération 2024 – 2026 de l'Unicef Benin.



Au cœur des débats, un panel dédié à la santé infantile, la vaccination, et la nutrition au Bénin, animé par les experts Nicole Paqui, Bonaventure Muhimfura, et Amany Faustin Yao. Cet atelier a été l'occasion d'échanger sur l'état des lieux, les progrès réalisés, et les perspectives à venir en matière de santé infantile en Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi que sur la vaccination des enfants et la nutrition.

De façon générale, il est à retenir que de 2019 à 2023, des avancées significatives ont été accomplies en termes de baisse de la mortalité des enfants de moins de 5 ans, passant de 115 pour mille en 2014 à 80 pour mille en 2022, soit une réduction de 35 points.

Malgré ces progrès encourageants, il demeure impératif de persévérer les acquis, car certaines données continuent de susciter des inquiétudes. Notamment, le constat selon lequel 43% des nourrissons de moins d'un an n'ont pas bénéficié de tous les vaccins recommandés demeure préoccupant. De plus, il

est alarmant de noter qu'un sur deux enfants de moins de 5 ans présente un retard de croissance, signalant ainsi une problématique persistante à résoudre.

La rencontre a également été marquée par la lecture des recommandations issues du forum régional porté sur le thème « Rôle et responsabilité des médias dans la promotion de la santé et de la nutrition en Afrique ». Ces recommandations offrent une feuille de route précieuse pour les médias engagés dans la promotion de la santé en Afrique.

Cet atelier de restitution à l'UNICEF Bénin est une preuve de plus de l'engagement des médias béninois en faveur de la santé des enfants, de la vaccination et de la nutrition. Il témoigne du pouvoir des médias dans la sensibilisation et la promotion des enjeux sanitaires. Un rendez-vous qui laisse entrevoir une collaboration fructueuse entre l'UNICEF et le REMAPSEN Bénin.

Megan Valère SOSSOU

L'ONUSIDA appelle à confier le leadership aux communautés pour mettre fin au sida d'ici 2030

Dans un contexte où des informations controversées sur de présumées contaminations au VIH/SIDA secouent [la toile béninoise](#), l'ONUSIDA a dévoilé [son dernier rapport](#) sur l'état des lieux de la maladie, offrant ainsi un grand aperçu sur la situation actuelle. Les statistiques de l'édition 2022 révèlent à la fois des progrès encourageants et des défis

persistants dans la lutte contre cette pandémie dévastatrice. Avec 39 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde, les données mettent en lumière l'urgence continue de l'action mondiale.



Mais, cette année l'ONUSIDA lance un appel passionné aux gouvernements du monde entier pour confier le leadership à des communautés engagées dans la lutte contre le VIH. Un rapport récemment publié par l'organisation, intitulé « Confier le leadership aux communautés », met en lumière le rôle crucial joué par ces groupes, tout en soulignant les défis auxquels ils sont confrontés en raison du sous-financement et des obstacles entravant leurs efforts.

Selon ce rapport, le sida ne pourra être éradiqué en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 que si les communautés en première ligne reçoivent un soutien complet des gouvernements et des donateurs. Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA, a souligné l'importance de reconnaître les communautés comme des leaders plutôt que comme des problèmes à gérer. « Les communautés ne se tiennent pas en travers du chemin, elles éclairent la voie qui mène à la fin du sida », a-t-elle déclaré.

Le rapport, présenté lors d'un événement à Londres organisé par l'organisation de la société civile STOPAIDS, met en évidence le rôle moteur des communautés dans le progrès de la lutte contre le VIH. Des campagnes menées par ces communautés ont contribué à élargir l'accès aux médicaments génériques contre le VIH et à réduire considérablement le coût du traitement. Des exemples au Nigeria montrent comment les programmes dirigés par des organisations communautaires ont augmenté de 64 % l'accès au traitement anti-VIH.

Le rapport met également en lumière des initiatives novatrices des communautés, telles qu'un projet en Namibie utilisant des vélos électriques pour fournir des médicaments anti-VIH aux

jeunes et des applications sur smartphone en Chine pour encourager l'autodépistage du VIH.

Pourtant, malgré ces réussites, les communautés font face à des obstacles majeurs, tels que le sous-financement et les attaques dans certains endroits. Robbie Lawlor, cofondateur d'Access to Medicines Ireland, souligne le besoin urgent de soutien financier : « On attend de nous que nous déplaçons des montagnes sans soutien financier. L'heure est venue de nous confier le leadership. »

Le rapport appelle à placer le rôle de leader des communautés au cœur de tous les plans anti-VIH, à financer pleinement et durablement ce rôle, et à éliminer les obstacles entravant leur capacité à agir. À l'heure actuelle, les communautés sont à la pointe de l'innovation et jouent un rôle crucial dans la riposte au sida. Il est temps de reconnaître et de soutenir pleinement leur leadership pour mettre fin au sida d'ici 2030.

Rappelons que des explications sur ce rapport ont été données aux Hommes des médias du Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement.

Megan Valère SOSSOU

Assainissement en Afrique : Speak Up Africa aguerrit les journalistes du REMAPSEN

Le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN) a organisé un webinaire d'information qui s'est tenu le mercredi 6 septembre 2023. Il

avait pour thème « Les Défis de l'Assainissement en Afrique » et avait pour objectif de sensibiliser les journalistes aux enjeux cruciaux liés à l'assainissement en Afrique. Le webinaire a rassemblé plus d'une soixantaine de journalistes et a connu la présence de Madame Fian Roxane, chargée du programme assainissement au sein de l'ONG Speak Up Africa.



Fian Roxane

D'
en
tr
ée
de
je
u,
Ma
da
me
Fi
an
Ro
xa
ne
a
dé
fi
ni
l'
as
sa
in
is
se
me
nt
co
mm
e

l'
en
se
mb
le
de
s
ac
ti
on
s
en
tr
ep
ri
se
s
pa
r
le
s
pa
rt
ic
ul
ie
rs
,
le
s
co
ll
ec
ti
vi
té
s

et
le
s
po
uv
oi
rs
pu
bl
ic
s
po
ur
él
im
in
er
le
s
so
ur
ce
s
d'
in
sa
lu
br
it
é
da
ns
le
s
ag
gl
om

ér
at
io
ns
,
to
ut
en
re
sp
ec
ta
nt
le
s
no
rm
es
d'
hy
gi
èn
e.

Elle a également abordé divers concepts liés à l'assainissement, tels que l'assainissement autonome par opposition à l'assainissement collectif, les fosses septiques, les latrines, les boues de vidange et la chaîne de valeur des boues de vidange.

La spécialiste a ensuite mis en lumière les défis considérables auxquels l'Afrique est confrontée. Selon elle, près de 70% de la population africaine n'a pas accès à un système d'assainissement adéquat, ce qui soulève des questions cruciales pour la santé publique et l'environnement.

Pour le rôle qu'ils jouent, les médias ont été vivement encouragés à créer davantage de productions médiatiques de

qualité sur l'assainissement pour informer les citoyens des pays cibles.

Par ailleurs, le point essentiel qui a été soulevé lors de ce webinaire à la suite des questions-réponses est le lien indéniable entre l'assainissement et la santé. A ce sujet, Madame Fian Roxane a souligné que l'assainissement a un impact direct sur l'environnement et la santé publique, faisant de la promotion de l'assainissement une nécessité pour un monde plus propre et plus sain.

Rappelons que l'ONG Speak Up Africa, basée à Dakar œuvre depuis trois ans dans le domaine de l'assainissement et a déjà atteint 60% de ses objectifs sur le continent africain. Elle s'efforce désormais d'atteindre les 40% restants. Elle est reconnue comme une plateforme de communication stratégique et de plaidoyer dédiée à catalyser le leadership africain, à favoriser les changements de politiques.

Ce webinaire, organisé par le REMAPSEN, s'inscrit dans le cadre des activités du réseau. Le prochain est prévu pour le 27 septembre 2023, avec pour thème « La Problématique de la Fistule Obstétricale en Afrique ».

Megan Valère SOSSOU

**Lutte contre les Maladies
Tropicales Négligées et le
paludisme: Yacine Djibo**

justifie l'engagement de Speak Up Africa

Le 12 avril 2023, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement a organisé un webinaire sur les Maladies Tropicales Négligées (MTN). Yacine Djibo, Directrice Exécutive de l'ONG Speak up Africa basée à Dakar, était l'invitée de cette rencontre.



« Il faut un changement de politique à tous les niveaux pour améliorer la santé publique en Afrique de manière durable. »

L'enjeu est de taille en ce qui concerne la lutte contre le paludisme et les maladies tropicales négligées. C'est pourquoi elle s'est engagée avec son organisation « Speak Up Africa » afin d'apporter sa pierre à l'édifice.

Cet engagement de Speak up Africa est également motivé par un défi d'équité. Car ces maladies sont évitables et traitables, ce qui facilite l'accès équitable aux soins de santé et permet d'être plus résilients, a noté Yacine Djibo.

Speak Up Africa et ses interventions

Speak Up Africa intervient dans des domaines allant du paludisme à l'égalité des genres, en passant par les MTN, la vaccination et l'assainissement. Elle compte sur la mobilisation des citoyens et sur l'engagement des médias, qu'elle considère comme des leviers de changement puissants, pour atteindre ses objectifs.

Cette organisation continentale travaille aussi pour la mise en œuvre des directives de l'Union Africaine et travaille en collaboration avec les médias pour le changement des politiques. Dans son dynamisme, elle renforce les capacités des organisations de la société civile afin qu'elles puissent

faire le plaidoyer pour l'obtention de plus de ressources aussi bien publiques que privées. Les gouvernements sont tenus redevables de leurs engagements, et Speak up Africa suit en effet la bonne utilisation des financements.

Pour ce faire, Speak up Africa adopte une politique de proximité en étant le plus proche possible des populations. Tous les financements mobilisés sont redistribués aux organisations de la société civile.

Au cours de ses échanges avec les journalistes du REMAPSEN, Yacine Djibo a répondu à toutes les interrogations et affirmé avoir pris bonne note de toutes les propositions jugées constructives. Elle a félicité le réseau pour son professionnalisme et a promis d'explorer les pistes de coopération voire même de partenariat avec Speak up Africa.

Megan Valère SOSSOU

Le REMAPSEN s'imprègne de l'état du VIH pédiatrique au Bénin et en Afrique francophone

Le VIH chez l'enfant polarise moins l'attention. Pourtant la négligence de cet aspect de la maladie pourrait mettre à mal les efforts fournis dans la lutte contre le VIH SIDA de manière générale. Le REMAPSEN Bénin (Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement) a initié une mini conférence sur le sujet ce jeudi 29 décembre 2022 à cotonou avec des spécialistes du Réseau Enfants et VIH

en Afrique (EVA)



La mini conférence a été animée par le directeur exécutif du Réseau Enfants et VIH en Afrique (EVA) Dr Gérès AHOGNON et le point focal au Bénin le Prof Léhila BAGNAN TOSSA. Selon les estimations du spectrum 2021, sur les 69 000 personnes infectées par le VIH au Bénin, 6 400 sont des enfants. 51 % des enfants infectés sont de sexe féminin. Ce sont là, des chiffres communiqués au cours de la rencontre. Les deux conférenciers ont dressé l'état des lieux du VIH pédiatrique en Afrique de l'ouest et du centre. L'efficacité de la lutte contre le VIH pédiatrique dépend de la prise en charge des mères séropositives. « Dans la plupart de nos pays, la femme enceinte, surtout au cours du dernier trimestre, soit on ne la trouve plus, soit le suivi au cours du dernier trimestre n'est pas correct » explique Dr AHOGNON. Pour Dr Géres AHOGNON, une femme enceinte qui est bien suivie et qui prend correctement ses médicaments, a 90 % de chance d'avoir un enfant séronégatif, si son accouchement se passe dans les conditions optimales. La lutte contre le VIH pédiatrique souffre de sous financement et d'un manque d'acteurs impliqués.

Ces dernières années, le nombre de femmes séropositives prises en charge tend à diminuer déplore Dr Gérès Ahognon . D'où la nécessité de renforcer les programmes PTME (prévention de la transmission mère-enfant). Plus il y aura des femmes sous traitement, moins il y aura d'enfants infectés souligne t-il. Parmi les objectifs dans cette lutte, c'est d'atteindre 95% d'enfants dépistés, 95% sous traitement et 95% avec une charge virale indétectable. Dans la région Afrique francophone, seulement 35 % des enfants connaissent leur statut, 35% sous traitement et seulement 27% ont une charge virale indétectable.

Le VIH pédiatrique au Bénin

90% des enfants séropositifs ont été contaminés par leurs

mères. Le Professeur Léhila BAGNAN précise qu'au second semestre 2021, la transmission de la mère à l'enfant (transmission verticale) est de 1,8 %. Les chiffres se sont améliorés depuis 2019.

Quid des trois 95 au Bénin ?

Dans le pays, 42 % des enfants sont dépistés, 96% sous traitement et 70% ont une charge virale indétectable. « Ce qui veut dire qu'au niveau du suivi, il y a un problème » note le médecin.

Pour mener à bien cette lutte, elle propose le dépistage systématique de tous les enfants qui viennent à la consultation et à la vaccination.

Par ailleurs, les enfants ont généralement du mal à prendre leurs médicaments. C'est aussi un frein au traitement. La période de l'adolescence n'est souvent pas favorable au traitement.

Dr BAGNAN pense que les prochains défis résident dans le renforcement du personnel et la disponibilité des intrants (Test de dépistage).

La prise en charge pédiatrique au Bénin est une réalité mais il y a une stagnation de la file active a conclu Dr BAGNAN TOSSA. Selon le Professeur, même si la plupart des indicateurs sont au vert, il faut une synergie d'actions entre les acteurs pour obtenir de meilleurs résultats.

Rappelons que le VIH (virus de l'immunodéficience humaine) est un virus qui attaque le système immunitaire, rendant les personnes infectées plus vulnérables aux infections et aux maladies. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 3,5 millions d'enfants de moins de 15 ans vivent avec le VIH dans le monde, dont environ 90 % se trouvent en Afrique subsaharienne.

Megan Valère SOSSOU